



Note d'orientation : un baromètre ou mécanisme d'alerte précoce efficace, localisé et prédictif pour adresser la violence politique en Côte d'Ivoire

Novembre 2023



Note d'orientation : un baromètre ou mécanisme d'alerte précoce efficace, localisé et prédictif pour adresser la violence politique en Côte d'Ivoire

Résumé exécutif

En Côte d'Ivoire, la violence politique, en particulier celle qui est liée aux cycles électoraux, présente un caractère structurel. Ces trente dernières années, en effet, les épisodes de violence¹ entre partisans des principaux camps politiques ont été récurrents. Sur fond de tensions liées aux appartenances communautaires, cette violence semble être exacerbée par une crise de confiance entre communautés d'une part, et entre populations et autorités d'autre part. Le pic de violence, qui a entraîné plus de 3 000 morts en 2010-2011, a suscité une forte prise de conscience quant à l'importance de mettre en œuvre des mécanismes adéquats pour prévenir et contenir la violence politique. Des initiatives visant à lutter directement contre cette violence ou à influencer les facteurs qui la génèrent ont été mises en œuvre.

De toute évidence, ces efforts n'ont pas permis d'éradiquer la violence politique et n'ont pas suffisamment infléchi ses causes profondes. La violence est toujours présente, et les dispositifs existants pour la prévenir et la réduire, s'ils demeurent pertinents, méritent d'être complétés en amont et en aval pour plus d'efficacité. Cette question mérite une attention particulière du fait des menaces constantes qu'elle fait peser sur la cohésion sociale et la stabilité politique et économique de la Côte d'Ivoire à l'approche des élections présidentielles de 2025, moment phare du cycle électoral dans lequel le pays est actuellement engagé.

De fait, le cycle d'élections qui a débuté en septembre 2023 et s'achèvera avec les élections présidentielles en 2025 présente, de façon manifeste, une densité d'enjeux² et de risques pour les acteurs politiques comme pour le système démocratique ivoirien en général.

Il convient de développer une compréhension fine des dynamiques et des déterminants précis qui prédisposent un contexte local à la violence politique. Il s'agit donc de maîtriser ces éléments de connaissance en vue de construire une action efficace d'anticipation et de prévention de la violence politique.

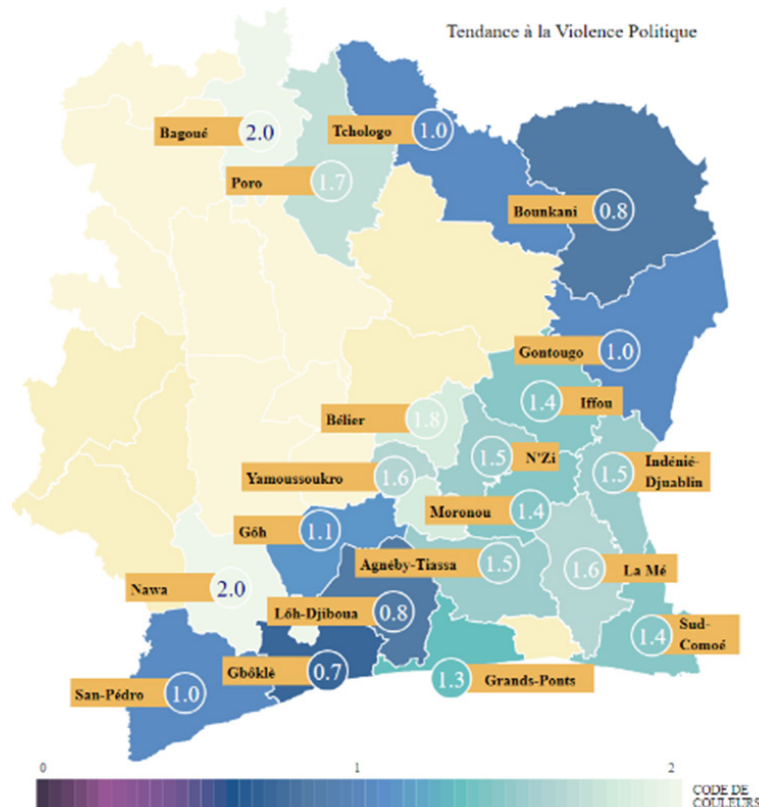
1 33 morts lors des élections présidentielles de 1995 ; crise postélectorale de 2010 à 2011 entraînant plus de 3 000 morts et plus de 1 000 cas de violations des droits humains ; 5 morts lors des élections régionales et municipales de 2018 ; 85 morts et 500 blessés lors des élections présidentielles de 2020.

2 (1) En 2025 s'annonce le crépuscule de la génération de leaders politiques qui, après Houphouët-Boigny, ont activement animé le champ politique ivoirien. Cette élection ouvre la voie au renouvellement générationnel d'un personnel politique vieillissant dont certains sont déjà hors compétition, soit du fait de leur décès (Bédié), soit du fait de la loi (non-inscription sur la liste électorale pour Gbagbo). (2) Le second enjeu est lié à la succession de M. Ouattara au sein de son parti politique et le troisième (3) à la recomposition du champ politique et à la capacité de l'opposition à exister dans un espace où le RHDP est fortement majoritaire au regard des résultats des élections municipales et régionales de 2023.

L'analyse SCORE³ et le dialogue avec les communautés, menés par Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire avec l'appui technique de SeeD, participant de cela. Ce processus a révélé que les contextes les plus vulnérables à la violence politique sont ceux qui se caractérisent notamment par

1. Un **niveau élevé d'insécurité humaine** associé à un **rapport défavorable à la gouvernance** ;
2. La **fragilité de la cohésion sociale**, matérialisée par des différends non résolus (notamment liés au foncier), le repli communautaire, la présence des porteurs de violence, la prévalence des Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
3. Des **dispositions polarisantes**, marquées par une **approche ethnocentrée de la vie** socio-politique, une attitude individuelle belliqueuse et une tendance à la contestation électorale ;
4. Un **engagement citoyen « dévoyé »**.

La carte colorée ci-dessous représente la tendance à la violence politique dans les différentes localités de la Côte d'Ivoire (l'intensité de la couleur indique une forte concentration d'un facteur et un risque élevé). Plus le score est élevé dans une localité, plus il illustre la présence d'individus potentiellement prêts à se livrer à des violences lors des échéances électorales. Ces scores sont obtenus par l'agrégation de plusieurs déterminants, sur lesquels il est aussi possible d'agir individuellement afin de réduire le facteur de violence dans la communauté.



3 Instrument d'évaluation et de mesure de la cohésion sociale et du potentiel de réconciliation, développé par SeeD en partenariat avec le PNUD à Chypre en 2012 et opérationnalisé dans de nombreux pays.

Recommandations

Constats	Recommandations
Mécanismes peu réactifs, insuffisamment ancrés dans la réalité locale, que les acteurs locaux, y compris les communautés, peinent à s'approprier	Systématiser l'analyse préventive, prédictive et localisée des facteurs de violence en politique par la mise en place d'un outil barométrique : un mécanisme d'alerte précoce adapté aux contextes locaux, construit à partir de la démarche et des indicateurs pertinents identifiés dans l'analyse SCORE
Multiplicité de mécanismes insuffisamment intégrés	Articuler le processus d'observation barométrique avec les mécanismes d'alerte précoce existants, formels ou informels : un mécanisme inclusif et efficace
Une réponse parcellaire et peu coordonnée	Intégrer la réponse à l'alerte identifiée en l'incluant dans une architecture cohérente d'observation et d'aide à la décision
Mécanismes axés sur les incidents	Assurer une localisation géographique précise et prédictive
Réponse sur les conséquences : les faits	Adapter la réponse aux causes et aux facteurs structurels déclencheurs de la violence.

Le cycle électoral de 2023 à 2025 présente un risque clair pour la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, au vu de la vulnérabilité avérée de certaines zones à la violence politique⁴ et de l'insuffisance de la réponse. Les efforts fournis à travers des instruments comme le Conseil National de Sécurité, le ministère de l'Intérieur ou le Centre national du mécanisme de réponse à l'alerte précoce (CNCMR) restent limités en termes de réponses ciblées, anticipatives et impliquant avec les communautés. Ils doivent être complétés en amont et en aval pour une réelle efficacité en termes de prévention de la violence électorale.

⁴ La situation dans la zone d'Agnéby-Tiassa est particulièrement alarmante car elle voit se superposer les niveaux les plus élevés de tensions interethniques (score de 6,2 pour une moyenne de 3,7) et de tensions entre rivaux politiques (score de 6,6 pour une moyenne de 4,8). En d'autres termes, les tensions interethniques sont deux fois plus élevées dans l'Agnéby-Tiassa que dans le reste du pays et elles viennent s'ajouter à des tensions politiques, ce qui favorise le basculement de la violence politique sur le terrain communautaire.

Introduction

La Côte d'Ivoire a organisé des élections municipales, régionales et sénatoriales en septembre dernier. Bien que celles-ci se soient déroulées dans une atmosphère relativement apaisée, des incidents localisés et des cas de violences ou de contestations ont conduit à l'annulation d'un certain nombre de scrutins, reportés au mois de décembre. Cette échéance de mi-mandat se présente comme un test pour les élections de 2025. En effet, les dynamiques observées au cours de ce processus peuvent nous éclairer sur les risques encourus pour la cohésion sociale en Côte d'Ivoire, au vu de la vulnérabilité avérée de certaines zones à la violence politique, notamment celles qui ont été identifiées par l'analyse SCORE. Si la violence électorale est cyclique, avec des périodes de relative accalmie et des épisodes plus violents, il convient de questionner les mécanismes et les réponses apportés jusqu'à présent afin de l'endiguer ou la réduire. À l'évidence, ces mécanismes n'ont pas pleinement atteint les résultats escomptés tant la politique continue à engendrer de la violence. Les conclusions des analyses, principalement celles qu'ont réalisées Interpeace et INDIGO dans le cadre du projet « Prévention de la violence politique et renforcement de la cohésion sociale par le dialogue et la collaboration citoyenne en Côte d'Ivoire », pointent l'insuffisance des systèmes d'alerte précoce existants en termes de capacité à anticiper les événements violents et à surveiller les indicateurs liés aux causes profondes qui les déclenchent. Cela diminue la portée et l'impact à long terme des contributions techniques et financières visant à fournir une réponse ciblée aux risques de violence.

Bien qu'on note une baisse du nombre de victimes ces dernières années, la préoccupation demeure vive au regard de la résurgence, de l'expansion territoriale et de l'ancrage des déterminants de la violence politique. En effet, des localités sans lien directement perceptible avec la violence politique et des localités jugées paisibles en temps normal sont désormais touchés. Ainsi, des zones comme Dabou, Daoukro ou Bonoua ont été particulièrement marquées par les contestations violentes en lien avec les conditions de mise en place du scrutin, la légitimité des candidats à l'élection et, au final, les résultats mêmes des élections présidentielles de 2020.

Face à ce constat, un outil barométrique, appelé « baromètre de la violence politique », est proposé comme instrument scientifique, social et intégré de prévention et d'action contre la violence politique. À travers un modèle prédictif, ce baromètre permettrait d'influencer durablement les facteurs déclencheurs de cette violence politique.

Résultats SCORE – Cartographie des dynamiques à risque

Les déterminants de la violence politique

L'analyse SCORE et l'approche RAP mises en œuvre ont permis de mettre en lumière une série d'indicateurs qui améliorent la compréhension des dynamiques de violence politique.

Les phénomènes liés au fonctionnement de la gouvernance (niveau de sécurité humaine, confiance dans les institutions...), tout comme des dynamiques telles que la survivance d'éléments conflictogènes ou la tendance au repli sur soi, ont été identifiés comme liés à la violence politique par l'analyse prédictive menée sur l'ensemble de l'échantillon.

Chacun de ces phénomènes se manifeste différemment dans chacune des localités.

L'analyse approfondie des districts à travers la grille de lecture proposée fait apparaître six indicateurs moteurs de la « tendance à la violence politique ». Il s'agit notamment de :

- la fragilité structurelle de la communauté,
- les attitudes individuelles belliqueuses,
- la tendance à la contestation électorale,
- l'importance de l'ethnicité dans la vie sociopolitique,
- l'implication dans la vie publique,
- l'intégrité électorale.

Il s'agit donc d'une liste de facteurs à surveiller puisqu'elle permet de définir le degré de saturation du risque dans le district en fonction du niveau de manifestation de chacun de ces phénomènes. Le résultat envisagé consiste à proposer des photographies localisées des situations potentiellement conflictuelles afin d'établir un **indice localisé des conditions de vulnérabilité à la violence électorale**.

Le tableau ci-dessous rend compte des principaux déterminants de la violence politique identifiés par les communautés. Il offre, dans une certaine mesure, un aperçu de l'intérêt de la fonction Monitoring du baromètre. Concrètement, présenté sur une échelle de 10, le niveau de saturation et l'agrégation des déterminants donnent des indications précises sur les facteurs de risque et permettent de mieux comprendre les dynamiques et les risques de violence. On peut noter par exemple que la contestation violente autour des élections, qui naît d'abord des divisions internes, des brèches entre les communautés et des litiges préexistants, vient elle-même renforcer ces divisions en produisant dans le même temps un impact traumatique profond et immédiat à différents niveaux : social, politique, économique, etc.

Accumulation des dynamiques à risque (par district)

	Bas Sassandra	Comoé	Gôh- Djiboua	Lacs	Lagunes	Savanes	Yamoussoukro	Zanzan
Fragilités structurelles au sein de la communauté*				2,4	2,5	2,2	2,5	
Polarisation politique		2,6		2,6		2,5	2,8	
Importance de l'ethnicité dans la vie sociopolitique*				2,8		3		2,8
Tendance individuelle belliqueuse*		2,1		1,9			2,3	
Niveau d'implication dans la vie publique*	4,3	4,8		4,3			4,4	
Tendance à la contestation électorale		1,5					2	
Intégrité électorale	7,2	7,5	7,2		7,4			7,6

L'effet cumulé de toutes ces tendances dans un contexte donné représente un risque non négligeable de basculement de celui-ci dans la violence politique. Il est donc impérieux de mieux comprendre la trajectoire d'un tel contexte en vue d'anticiper l'apparition de tout déclencheur de violence politique. En effet, malgré les nombreux efforts déployés sur le terrain, les risques de confrontations violentes restent toujours élevés, surtout en l'absence d'outils adéquats de monitoring dans les localités en proie à ce cycle de violence électorale. Il est dès lors impossible de prendre des mesures rapides, ciblées et fondées sur des données fiables, afin de prévenir réellement ces comportements violents qui, au final, se répètent à chaque échéance électorale.

Tableau détaillé des facteurs de risque par région

N°	Localités	Indicateurs moteurs	Facteurs spécifiques
1	District de Yamoussoukro	Contestation des résultats électoraux	<p>La tendance à la contestation électorale : en moyenne, en cas de défaite, deux fois plus de répondants sont susceptibles de contester les élections à Yamoussoukro qu'ailleurs (10 % de la population, contre 5 % ailleurs)⁵ ;</p> <p>La « tendance individuelle conflictuelle » ou le comportement belliqueux ;</p> <p>La faiblesse de la confiance dans les institutions.</p>
2	District des Lacs	Attitudes de repli communautaire	<p>La tendance à légitimer le recours à la violence ;</p> <p>La fragilité structurelle de la communauté et l'importance de l'ethnicité dans la vie sociopolitique ;</p> <p>Le niveau de perception de la corruption très élevé ;</p> <p>L'émergence de la communautarisation de la violence juvénile.</p>
3	District des Lagunes	Des différends et des tensions intergroupes vivaces	<p>L'existence de nombreux sujets de discorde (questions foncières, ressources naturelles, tensions liées aux chefferies, rivalités politiques...);</p> <p>Survivance de tensions intergroupes et de contentieux non résolus ;</p> <p>Tendance à accepter les discours polarisants⁶ de la part des hommes politiques.</p>
4	District du Bas-Sassandra	Un manque d'accès aux fruits de la gouvernance	<p>Offre de services essentiels insuffisante pour accompagner les dynamiques économiques. C'est à Bas-Sassandra (et dans le district de Zanzan) que l'accès aux services de base semble le plus faible ;</p> <p>Niveaux les plus élevés d'exposition à la violence ;</p> <p>Manque de représentativité au sein des autorités locales (score de 2,9 sur 10).</p>
5	District de la Comoé	Un sentiment de méfiance à l'égard des institutions en place	<p>Faible confiance dans les institutions (47 % des répondants expriment de la défiance) ;</p> <p>Faibles niveaux de contacts intergroupes (les habitants de la Comoé ont peu de relations avec des individus issus d'autres groupes sociaux (ethniques, politiques et/ou religieux).</p>
6	District de Goh-Djiboua	Un manque de sécurité physique et politique	<p>Les répondants se sentent peu en sécurité et ont en particulier l'impression de ne pas pouvoir exercer leurs droits politiques.</p> <p>Ainsi, plus d'une personne sur cinq estime ne pas avoir la capacité d'exprimer librement ses choix et opinions politiques et 23 % des répondants remettent en cause la réalité du pluralisme politique en affirmant qu'ils n'ont pas la possibilité de choix entre différents partis politiques.</p>

5 « Dans la ville natale de feu Houphouët Boigny, je ne peux pas accepter que le représentant du RDR soit maire à Yamoussoukro. On préfère quelqu'un qui ne fait rien que quelqu'un qui n'est pas de la même ethnie que nous ».

6 Au total, 10 % des répondants considèrent que les calomnies entre candidats sont acceptables (contre 4 % en moyenne) et 8 % jugent acceptables les insultes entre candidats (contre 5 % en moyenne).

N°	Localités	Indicateurs moteurs	Facteurs spécifiques
7	District des Savanes	L'ethnicité au cœur de la vie sociopolitique	Tendance à appréhender les interactions sociales à travers une grille de lecture ethnicisée (tendance à remettre en cause les droits politiques des citoyens non originaires de la région) ; Exposition aux risques liés à l'extrémisme violent ; Tendance à fonder son soutien sur les caractéristiques individuelles du candidat.
8	District du Zanzan	Des niveaux de sécurité humaine alarmants	Niveau de revenu faible, instable et insuffisant pour satisfaire les besoins élémentaires : 1 répondant sur 4 considère qu'il n'a pas assez d'argent pour acheter à manger ; Accès limité aux services sociaux de base ; Scores très élevés pour l'exposition à la violence et les risques liés à l'extrémisme violent. Les répondants considèrent à 74 % qu'une attaque des groupes armés non républicains peut ou va se produire.

→ Une réponse efficace conjuguée à des données fiables, actualisées et localisées, pour un mécanisme fiable d'alerte précoce

Le manque d'accès à des données fiables, actualisées et localisées par les différents acteurs impliqués au niveau local, régional ou national réduit considérablement les chances de mener à bien des actions ayant un impact spécifique et avéré sur la réduction de la violence politique à long terme.

Les mécanismes d'alerte précoce ou l'infrastructure nationale en place, notamment le Conseil National de Sécurité mais aussi le ministère de l'Intérieur ou le Centre national du mécanisme de réponse à l'alerte précoce (CNC-MR), se contentent souvent de relever des faits et des incidents sans revenir vers les communautés pour solliciter leurs analyses et comprendre leurs besoins. Ils ne permettent pas de localiser les signes avant-coureurs de la violence politique ni d'en comprendre les causes profondes et sont souvent dépourvus de dimension prédictive. En outre, ces mécanismes ne sont pas accompagnés de leviers d'action adéquats qui permettraient de répondre rapidement au risque de violence, en particulier en période électorale. Par conséquent, leur fonctionnement n'est pas lié à une réponse suffisamment inclusive, coordonnée, intégrée et fondée sur une approche communautaire, ce qui fragilise le dispositif global d'alerte précoce et de réponse rapide.

Que faire ? Un baromètre localisé et prédictif lié à une réponse proactive

Devant ce constat, il apparaît nécessaire de mettre en place et de coordonner, en amont des élections de 2025, **un outil barométrique à l'échelle communautaire conçu comme un système d'alerte précoce, fondé sur des données statistiques et doté de leviers d'action de prévention au service des acteurs nationaux et internationaux souhaitant réduire les risques de violence politique dans le pays**. Cet outil permettra une localisation géographique précise et prédictive justifiant la mise en œuvre d'interventions de prévention ou de réaction efficaces afin de garantir la cohésion sociale avant, pendant et après les échéances électorales. Ces interventions incluront différents acteurs communautaires et autorités locales et nationales, telles que le Conseil National de Sécurité mais aussi le ministère de l'Intérieur ou le Centre national du mécanisme de réponse à l'alerte précoce (CNCMR).

Le baromètre de la violence politique offre une cartographie des espaces vulnérables à la violence politique. Basé sur l'analyse statistique SCORE menée en 2022, cet outil doit être considéré comme un indice localisé de prévention de la violence électorale. En cela, il s'appuie sur la standardisation d'une série de variables identifiées statistiquement comme potentiellement porteuses et annonciatrices de violence politique. Le tableau ci-dessus rend compte de ces déterminants et offre, dans une certaine mesure, un aperçu de la fonction Monitoring de ce baromètre.

Cet outil permettra ainsi de justifier la mise en œuvre d'interventions de prévention ou de réaction efficaces incluant différents acteurs communautaires et autorités locales et nationales, telles que le Conseil National de Sécurité, afin de garantir la cohésion sociale avant, pendant et après les échéances électorales.



Interpeace bureau d'Abidjan

Cité Les Oscars 3
Villa N°69, Ilot 6
Riviera Bonoumin
06 BP 2100 Abidjan 06
Côte d'Ivoire

www.interpeace.org  @InterpeaceTweet     @interpeace



En partenariat avec les Nations unies